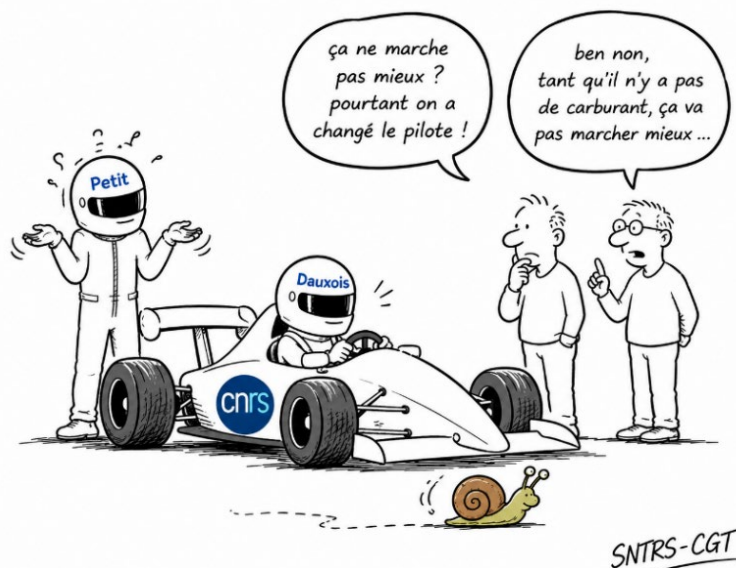


Conséquence de la baisse des budgets

Comme nous l'avons dénoncé, les budgets 2026 du CNRS comme ceux des autres EPST constituent un désengagement massif de l'état dans le financement de la Recherche publique. Ce fait contredit de façon magistrale les déclarations fantasmées de E. Macron et de son gouvernement, à l'égard de pseudo investissements de l'Etat dans la recherche. Nous devons porter avec plus de visibilité dans le débat public, l'utilité sociale et économique d'une véritable politique de développement de la Recherche publique pour la France. C'est une question de souveraineté et d'avenir, mais pas seulement...

La nature des budgets perdus :

Sur les 500 millions d'euros perdus en 2 ans, 164 millions d'€ relèvent des ressources propres banalisés, non fléchées. Cela signifie que l'établissement s'est fait spolier les « bas de laine » des laboratoires. Toutes ces réserves de précaution sont indispensables pour sécuriser la continuité de l'activité de nos labos en prévision des pannes et de leurs réparations et pour prévenir les impondérables. Les budgets annuels de nos laboratoires sont aujourd'hui insuffisants pour pallier ces aléas. Mais ces budgets sont-ils toujours disponibles ? C'est pour cela que le SNTRS-CGT s'interroge sur l'analogie de ce budget avec une « pyramide de Ponzi » ... Si cela n'était plus le cas, c'est la continuité de l'activité des laboratoires qui pourraient se trouver compromise.



Les conséquences sur les conditions de travail :

Quand les budgets baissent ce sont les conditions de travail qui se dégradent, avec en premier lieu, les infrastructures. Depuis des années, des projets sont reportés, retardant des mises en conformité ou la sécurisation de certaines situations d'emploi. C'est le cas, parfois, pour les aménagements ou l'entretien des sorbonnes. La dégradation de nos environnements de travail affecte considérablement les risques d'expositions et, donc, notre santé. Les modifications des espaces et des modèles d'organisation du travail comme les « open spaces » et le « flex office » sont motivées par des impératifs d'économies. Ces modèles affectent la santé mentale de nos collègues et nous faisons le constat d'une augmentation des risques psycho-sociaux.

Les conditions de travail, ce sont aussi nos outils.

Quand la politique de l'établissement est pilotée avec le « tout à l'économie », cela affecte la qualité et les choix de nos outils. Depuis les applications numériques aux appareillages scientifiques, les choix « d'économie » affectent nos activités d'autant plus que nous œuvrons dans un contexte d'exigences de performances scientifiques et technologiques très

évolutif. Les appareillages requièrent des coûts d'entretien et de jouvence de plus en plus importants pour maintenir nos activités au niveau des standards internationaux.

Considérer des budgets de fonctionnement comme une constante ne tenant aucun compte ne serait-ce que de l'inflation, équivaut à une réduction significative des moyens et des performances de nos activités. Comble de la cruauté, ce ne sont pas les dirigeants qui en seront les premiers affectés, mais bien nous, chercheurs et IT, notamment au travers de nos évaluations.

Rémunérations et recrutements :

Il convient de rappeler qu'une part de plus en plus significative de nos rémunérations relève de primes, dont une partie est contrainte par l'enveloppe dédiée. Le manque de financement de notre établissement pourrait alors induire des réductions significatives des primes telles que les compléments de primes (CIA pour les IT) ou les « primes d'attractivité » pour les fonctions supports. Donc oui, il n'est pas exclu qu'à l'avenir, des budgets de crise puissent provoquer la réduction de ces enveloppes, avec un impact direct sur nos rémunérations !

Avec un poids de 91% de la masse salariale, la tentation du gouvernement est certainement grande de proposer une « année blanche ». Cela signifie que l'établissement n'opèrerait aucun recrutement en 2027, avec un impact significatif sur l'activité scientifique de l'établissement. Selon la direction, cette « solution » ne dégagerait que 50 millions d'euros par an, donc d'un piètre niveau, comparé au déficit de 270M€ imposé par le gouvernement cette année. De plus, elle serait décalée dans le temps (N+1 an) avant d'affecté la masse salariale. Pour compenser le seul déficit de 2026, il faudrait renouveler cette opération pendant au moins 5 ans. Or l'inflation qui ne cesse de croître. ...

Et les carrières et promotions ?

Une « année blanche » aurait des conséquences scélérates sur les carrières des Ingénieur.es et Technicien.nes (IT) : il faut savoir que les avancements dépendent du nombre de concours externes.

Une année blanche = 0 possibilité de promotion pour les IT

Sommes-nous disposés à payer aussi lourdement le prix de ces choix politiques ?

Le SNTRS-CGT ne se résout pas à la fatalité de ces politiques publiques, quand elles ne servent que des choix d'économie de guerre et de préservation des 211 milliards d'aides publiques aux entreprises, au détriment du financement légitime des services publics.

Le SNTRS-CGT vous propose de rompre avec la résignation. Les enjeux sont trop importants pour accepter le sacrifice de nos conditions de travail, de notre santé, de nos carrières et de nos rémunérations déjà fortement impactées par le gel du point d'indice ...

C'est pourquoi nous vous invitons à participer à la journée de grève et de manifestation le 11 juin 2026 à Paris devant le ministère à partir de 12h30 et en province selon les indications locales.

Lire également :

[Communiqué intersyndical de la recherche publique du 26 mai 2026 Appel à la mobilisation et à la manifestation le jeudi 11 juin 2026 contre les restrictions budgétaires dans les organismes de recherche](#)

[Affiche d'appel au 11 juin : Un budget d'une rare austérité une catastrophe annoncée pour l'organisme](#)